

AVENANT À L'ACCORD DE DON No. 4820/GR-HA

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Projet de Renforcement de la Gestion Publique pour l'Amélioration de la Prestation de Services



AVENANT À L'ACCORD DE DON No. 4820/GR-HA

AVENANT, dénommé ci-après « l'Avenant » signé entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, dénommée ci-après la « Banque », en sa qualité d'Administrateur du Mécanisme de dons de la Banque (également connu sous le nom de « Facilité Non Remboursable de la Banque ») ; et conjointement avec le Bénéficiaire, les « Parties », pour modifier l'Accord de financement non remboursable No. 4820/GR-HA,

ATTENDU QUE

En date du 23 juillet 2019, les Parties ont signé l'Accord de financement non remboursable No. 4820/GR-HA pour le financement du « Projet de Renforcement de la Gestion Publique pour l'Amélioration de la Prestation de Services » ci-après le « Projet », par lequel la Banque a octroyé au Bénéficiaire un financement jusqu'à concurrence d'un montant de cinquante-cinq millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (55 000 000 USD) sur les ressources de la Facilité non remboursable de la Banque ;

En date du 7 aout 2019, l'Accord de financement non remboursable No. 4820/GR-HA ci-après « l'Accord No. 4820/GR-HA » est entré en vigueur et en date du 15 mars 2020 a atteint sa pleine éligibilité ;

En date du 8 février 2022, le Bénéficiaire a sollicité à la Banque de reformuler le montant disponible et non-encore engagé de l'Accord No. 4820/GR-HA, permettant ainsi le financement d'activités précises et réalisables, notamment le financement des départs à la retraite au niveau de l'Administration publique, l'acquisition des modules de la Paie et de la Pension pour la consolidation du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), la mise en place du registre biométrique pour un meilleur contrôle de la masse salariale et la mise en place d'un Système de Gestion Electronique de Documents ;

En date du 17 novembre 2022, le Conseil d'administration de la Banque, par sa résolution DE-117/22, a autorisé la modification de l'Accord No. 4820/GR-HA conformément à la demande du Bénéficiaire.

CONSIDÉRANT CE QUI PRÉCEDE, les Parties, agissant dans les qualités susmentionnées, conviennent de signer le présent Avenant à l'Accord No. 4820/GR-HA.

ARTICLE PREMIER

I. Les Dispositions particulières de l'Accord No. 4820/GR-HA sont modifiées comme suit :

1. Les définitions particulières incluses dans la Clause 1.03 sont modifiées et dorénavant diront :

« **CLAUSE 1.03. Définitions particulières.** Outre les termes définis dans les Normes générales, lorsque les termes suivants sont écrits avec une majuscule dans le présent Accord, ces derniers auront le sens qui leur est donné ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

- (a) « BRH » signifie Banque de la République d'Haïti ;
- (b) « DSI » signifie Direction des Systèmes d'information du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- (c) « Matrice des résultats du Projet » signifie le document qui présente les résultats du Projet ;
- (d) « MEF » signifie le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- (e) « MOP » signifie le Manuel d'Opération du Projet ;
- (f) « ONI » signifie Office National d'Identification ;
- (g) « PGES » signifie le Plan de Gestion Environnementale et Sociale ;
et
- (h) « SIGFIP » signifie Système Intégré de Gestion Financière. »

2. La Clause 2.04 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 2.04. Période de décaissements.** La période de décaissements sera de cinq (5) ans, décomptée à partir de la date d'entrée en vigueur de l'Avenant à l'Accord de Don 4820/GR-HA. »

3. La Clause 3.01 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 3.01. Conditions spéciales préalables au premier décaissement.** Le premier décaissement des ressources du Don est subordonné à ce que les conditions suivantes soient remplies à la satisfaction de la Banque, outre les conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes générales :

- (a) L'approbation et entrée en vigueur du MOP, conformément aux conditions préalablement convenues avec la Banque ;



(b) La désignation du personnel clé pour l'exécution du Projet, y compris un coordonnateur, un spécialiste des finances et de l'administration, un comptable et un spécialiste en passation de marchés ; et

(c) L'embauche d'un cabinet d'audit pour effectuer l'audit de la paie. »

4. La Clause 3.02 est éliminée dans son intégralité et par conséquent la numérotation de la « Clause 3.03 » et de la « Clause 3.04 » est modifiée par « Clause 3.02 » et « Clause 3.03 », respectivement.

5. La Clause 3.04 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 3.03. Taux de change pour justifier les dépenses engagées en Monnaie locale du pays du Bénéficiaire.** Aux fins des dispositions de l'Article 3.10 des Normes générales, les Parties conviennent que le taux de change applicable sera celui qui est indiqué à l'alinéa (b)(i) dudit Article. Le taux de change publié par la BRH sera utilisé comme taux de référence. Aux fins de déterminer la contre-valeur des dépenses encourues en Monnaie locale sur l'Apport ou le remboursement des dépenses au titre du Don, le taux de change convenu sera le taux de change à la date effective à laquelle le Bénéficiaire, l'Organisme d'exécution ou toute autre personne physique ou morale étant habilitée à effectuer des dépenses, réalise les paiements correspondants à l'ordre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du bénéficiaire desdits paiements. »

6. La Clause 4.01 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 4.01. Organisme d'exécution.** Le Bénéficiaire, agissant par l'intermédiaire du MEF, sera l'Organisme d'exécution du Projet. »

7. La Clause 4.02(a) est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 4.02. Passation de marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil.** (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(25) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques de passation de marchés sont celles datées de mai 2019 qui figurent dans le document GN-2349-15, approuvé par la Banque le 2 juillet 2019. Si les Politiques de passation de marchés venaient à être modifiées par la Banque, les passations de marchés de biens, travaux, et services autres que les services de conseil, seront réalisées conformément aux dispositions des Politiques de passation de marchés modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application. »

8. La Clause 4.03(a) est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 4.03. Sélection et recrutement des services de conseil.** (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(24) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques applicables aux consultants sont celles datées de mai 2019 qui figurent dans le document GN-2350-15, approuvé par la Banque le 2 juillet 2019. Si les Politiques applicables aux consultants venaient à être modifiées par la Banque, la sélection et le recrutement des services de conseil seront réalisés conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application. »

9. La Clause 4.07 est ajoutée et dira :

« **CLAUSE 4.07. Autres obligations spéciales d'exécution.** Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Organisme d'exécution, tiendra quatre (4) comptes désignés pour la gestion des ressources du Projet ; d'une part pour les dépenses de gestion des Composantes 1 et 2 et gestion de projet, un compte séparé en Dollars Américains (USD) et un autre en Gourde Haïtienne (HTG) et d'autre part, pour la Composante 3, un compte séparé en USD et un autre en HTG. »

10. La Clause 5.01 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 5.01. Supervision de l'exécution du Projet.** Aux fins des dispositions de l'Article 5.02 des Normes Générales, les documents qui, à la date de signature du présent Accord, ont été jugés nécessaires pour superviser les progrès dans l'exécution du Projet sont :

- (a) Plan d'Exécution Pluriannuelle (PEP), qui devra inclure la planification complète du Programme conformément à la structure des produits attendus selon la Matrice des Résultats du Programme. Le PEP devra être mis à jour lorsque cela est nécessaire, en particulier, en cas de changements importants qui impliquent ou pourraient impliquer des retards dans l'exécution du Programme, ou de changements dans les objectifs de produits des périodes intermédiaires.
- (b) Plans Opérationnels Annuels (POA), qui contiendront la planification opérationnelle détaillée de chaque période annuelle.
- (c) Rapports semestriels de progrès, qui devront inclure les résultats et les produits réalisés dans le cadre de l'exécution du POA, du Plan de passation de marchés et de la Matrice des Résultats du Programme. Le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ces rapports dans les soixante (60) jours suivants à la finalisation de chaque semestre. »



11. La Clause 5.02 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 5.02. Supervision de la gestion financière du Projet.** (a) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03 des Normes générales, les rapports d'audit financier externe et autres rapports qui, à la date de signature du présent Accord, ont été jugés nécessaires pour superviser la gestion financière du Projet, sont les états financiers annuels audités du Projet, qui devront être soumis dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice budgétaire et un audit financier final dans les cent vingt (120) jours suivant la date du dernier décaissement.

(b) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03(a) des Normes générales, l'exercice fiscal du Projet correspond à la période allant du 1er octobre au 30 septembre de chaque année. »

12. La Clause 5.03 est modifiée et dorénavant dira :

« **CLAUSE 5.03. Évaluation des résultats.** Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque les informations suivantes en vue de déterminer le degré de réalisation de l'objectif du Projet et ses résultats :

- (a) Une évaluation à mi-parcours lorsque cinquante pour cent (50 %) du décaissement ou cinquante pour cent (50 %) de la mise en œuvre prévue sera atteint, celles des deux qui surviendra en premier ;
- (b) Une évaluation finale des aspects techniques, administratifs et financiers, qui devra être effectuée au moins douze (12) mois avant la fin du Projet afin de permettre de prendre des mesures correctives pendant la période de mise en œuvre ;
- (c) Une évaluation économique ex post, afin de vérifier si les avantages estimés de l'analyse ex ante ont été obtenus ou, le cas échéant, de justifier d'éventuels écarts par rapport aux objectifs prévus ;
- (d) Un exercice de reddition de comptes visant à vérifier la mesure dans laquelle les objectifs du programme de retraite et l'efficacité des systèmes financiers et administratifs sont atteints ;
- (e) La vérification des étapes franchies grâce au Projet ; et
- (f) Une évaluation d'impact utilisant la méthode expérimentale pour estimer l'efficacité du système d'assistance et de paiement biométrique financé par l'opération, par deux canaux d'influence possibles : l'amélioration des systèmes de contrôle utilisés par le gouvernement et la modification des incitations liées au paiement



associées à la performance relative accrue à la suite de l'augmentation de la réduction de l'absentéisme. »

13. L'adresse postale de l'Organisme d'exécution incluse à la Clause 6.02 est modifiée et dorénavant dira :

« Pour l'Organisme d'exécution :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
5 Avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti »

14. Toutes les références à « UCP/MEF » et « OMRH » sont remplacées par « MEF ».

II. Les Normes Générales de l'Accord No. 4820/GR-HA sont modifiées et remplacées par la version desdites normes attachée au présent Avenant.

III. L'Annexe Unique de l'Accord No. 4820/GR-HA est modifiée et remplacée par la nouvelle Annexe Unique, attachée au présent Avenant.

ARTICLE SECOND

Les Parties ratifient toutes les autres dispositions de l'Accord de Don 4820/GR-HA.

ARTICLE TROISIÈME

Les Parties conviennent que le présent Avenant entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Avenant, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Avenant, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant habilité, signent le présent Avenant à Port-au-Prince, Haïti.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT



Michel Patrick Boisvert
Ministre de l'Économie et des Finances

Date : 01 décembre 2022

Yvon Mellinger
Représentant de la Banque en Haïti
Yvon Mellinger

Date : 01 décembre 2022

ACCORD DE DON
NORMES GÉNÉRALES
Octobre 2021*

CHAPITRE I
Application et interprétation

ARTICLE 1.01. Application des Normes générales. Les présentes Normes générales s'appliquent uniformément aux accords de don visant à financer des projets d'investissement conclus entre la Banque et la République d'Haïti.

ARTICLE 1.02. Interprétation. (a) **Incohérence.** En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations des Dispositions particulières, toute annexe de l'Accord, et les présentes Normes générales, les dispositions des premières prévaudront sur les dispositions des présentes Normes générales. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations d'un même élément du présent Accord ou entre les stipulations des Dispositions particulières et toute annexe de l'Accord, la disposition spécifique prévaudra sur la disposition générale.

(b) **Titres et sous-titres.** Tout titre ou sous-titre des chapitres, des articles, des clauses ou autres sections du présent Accord n'est inclus qu'à titre de référence et ne doit pas être pris en compte dans l'interprétation du présent Accord.

(c) **Délais.** Sauf disposition contraire de l'Accord, les délais ou périodes en jours, mois ou années s'entendent en jours, mois ou années civils.

CHAPITRE II
Définitions

ARTICLE 2.01. Définitions. Lorsque les termes suivants commencent par une majuscule dans le présent Accord, ils auront le sens qui leur est attribué ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

1. « Accord » désigne le présent accord de Don.
2. « Agent Spécialisé en Passation de Marchés » signifie l'entité spécialisée dans la gestion des passations de marchés qui, à travers un accord avec le Bénéficiaire ou, selon le cas, avec l'Organisme d'Exécution, peut être utilisée afin de mener à bien, en tout ou en partie, les acquisitions de biens ou de travaux, les services de conseil ou les services différents de ceux de conseil du Projet.

* Actualisée en Janvier, 2022.

3. « Apport » désigne les ressources, en complément du Don de la Banque, qui sont nécessaires pour l'exécution complète et ininterrompue du Projet.
4. « Avance de fonds » désigne le montant des ressources décaissées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources du Don, pour couvrir les Dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.
5. « Banque » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
6. « Bénéficiaire » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières du présent Accord.
7. « Cadre de Politique Environnementale et Sociale » désigne le Cadre de Politique Environnementale et Sociale approuvé par la Banque et en vigueur au moment de l'approbation du Projet.
8. « Conseil d'administration » désigne le Conseil d'administration de la Banque.
9. « Dépense éligible » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
10. « Dispositions particulières » désigne l'ensemble des clauses qui composent la première partie du présent Accord.
11. « Dollar » désigne la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique.
12. « Don » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
13. « Jour ouvrable » désigne un jour pendant lequel les banques commerciales et les marchés de change effectuent des paiements et sont ouverts pour leurs activités courantes (y compris des transactions de change et de dépôts en devises étrangères) dans la ville de New York, États-Unis d'Amérique.
14. « Monnaie locale » désigne toute monnaie ayant cours légal autre que le Dollar dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
15. « Normes de performance environnementale et sociale » font référence aux dix (10) normes de performance qui font partie du Cadre de la Politique Environnementale et Sociale.
16. « Normes générales » désigne l'ensemble des articles qui composent cette deuxième partie de l'Accord.

17. « Organisme contractant » désigne l'entité ayant la capacité juridique de signer un contrat de passation de marchés de biens, de travaux, de services de conseil et de services autres que les services de conseil avec un entrepreneur, un fournisseur, une société de conseil ou un consultant, selon le cas.
18. « Organisme d'exécution » désigne l'entité dotée de la personnalité juridique chargée de l'exécution du Projet et de l'utilisation des ressources du Don. Lorsqu' il existe plus d'un Organisme d'exécution, ceux-ci seront co-exécutants et seront dénommés indifféremment « Organismes d'exécution » ou « Organismes co-exécutants ».
19. « Parties » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières.
20. « Période de clôture » désigne le délai de quatre-vingt-dix (90) jours décomptés à partir de l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.
21. « Période initiale de décaissements » désigne la période initialement prévue pour les décaissements du Don, qui est définie dans les Dispositions particulières.
22. « Plan de passation de marchés » désigne un outil de programmation et de suivi des passations de marchés et de contrats du Projet, selon les termes établis dans les Dispositions particulières, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux Consultants.
23. « Plan financier » désigne un outil de planification et de suivi des flux de fonds du Projet, qui s'articule avec d'autres outils de planification de projets, y compris le Plan de passation de marchés.
24. « Politiques applicables aux consultants » désigne les Politiques relatives à la sélection et au recrutement de consultants financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
25. « Politiques de passation de marchés » désigne les Politiques relatives à la passation de marchés de biens et de travaux financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
26. « Pratiques interdites » désigne les pratiques que la Banque interdit en relation avec les activités qu'elle finance, et qui sont ou seront définies dans le futur par le Conseil d'administration et communiquées au Bénéficiaire, entre autres : pratique de corruption, pratique de fraude, pratique de coercition, pratique de collusion, pratique d'obstruction et les détournements.
27. « Principes fondamentaux de la passation de marchés » désigne les principes fondamentaux de la Banque en matière de passation de marchés qui sont : l'optimisation des ressources, l'économie, l'efficacité, l'égalité des chances, la transparence et l'intégrité.

28. « Projet » ou « Programme » désigne le projet ou le programme qui est identifié dans les Dispositions particulières et se compose de l'ensemble des activités ayant un objectif de développement auquel contribuent les ressources du Don.
29. « Semestre » désigne les six (6) premiers ou les six (6) derniers mois d'une année civile.
30. « Trimestre » désigne chacune des périodes suivantes de trois (3) mois de l'année civile : la période qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 mars ; la période qui commence le 1^{er} avril et se termine le 30 juin ; la période qui commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 septembre ; et la période qui commence le 1^{er} octobre et se termine le 31 décembre.

CHAPITRE III

Décaissements, renonciation et annulation automatique

ARTICLE 3.01. Conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don.
Sans préjudice d'autres conditions spécifiées dans les Dispositions particulières, le premier décaissement des ressources du Don aura lieu sous réserve que les conditions suivantes soient remplies, à la satisfaction de la Banque :

- (a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs avis juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans le présent Accord sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera pertinentes.
- (b) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter pour demander les décaissements du Don et dans les autres actes relatifs à la gestion financière du Projet, et il aura fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, il faudra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou s'ils doivent agir conjointement.
- (c) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura communiqué à la Banque par écrit, par l'entremise de son représentant autorisé à demander les décaissements du Don, les informations portant sur le compte bancaire sur lequel seront déposés les décaissements du Don. Des comptes séparés seront nécessaires pour les décaissements en Monnaie locale et en Dollars. Ces informations ne seront pas nécessaires dans le cas où la Banque accepte que les ressources du Don soient enregistrées sur le compte unique de la trésorerie du Bénéficiaire.
- (d) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura démontré à la Banque qu'il dispose d'un système d'information financière et d'une structure de contrôle interne appropriés aux fins indiquées dans le présent Accord.

ARTICLE 3.02. Délai prévu pour que soient remplies les conditions préalables au premier décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord ou dans un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et autres conditions préalables au premier décaissement qui auraient été convenues dans les Dispositions particulières, n'ont pas été remplies, la Banque pourra procéder à la résiliation anticipée du présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

ARTICLE 3.03. Conditions préalables à tout décaissement. (a) Avant tout décaissement et sans préjudice des conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et, le cas échéant, dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente par écrit, sur support physique ou en utilisant des moyens électroniques, selon la forme et les conditions spécifiées par la Banque, une demande de décaissement accompagnée des documents pertinents et autres pièces que la Banque peut lui avoir demandés. Sauf si la Banque en convient autrement, la dernière demande de décaissement devra être présentée à la Banque au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de la prorogation de celle-ci.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cent mille Dollars (100 000 USD) chacun.

(c) Toute charge, commission ou tous frais applicables au compte bancaire sur lequel sont déposés les décaissements des ressources du Don seront à la charge du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, et celui-ci en assumera la responsabilité.

ARTICLE 3.04. Revenus générés sur le compte bancaire pour les décaissements. Les revenus générés par les ressources du Don déposées sur le compte bancaire désigné pour recevoir les décaissements, devront être destinés au paiement de Dépenses éligibles.

ARTICLE 3.05. Méthodes de décaissement. À la demande du Bénéficiaire ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution, la Banque pourra procéder aux décaissements des ressources du Don au moyen : (a) d'un remboursement des dépenses ; (b) d'une Avance de fonds ; (c) de paiements directs à des tiers ; et (d) d'un remboursement contre garantie de lettre de crédit.

ARTICLE 3.06. Remboursement des dépenses. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement des dépenses, lorsque le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura payé les Dépenses éligibles avec ses propres ressources.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les demandes de décaissement pour le remboursement des dépenses devront être soumises dans les meilleurs délais, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, encourt lesdites dépenses et, au plus tard, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque Semestre.



ARTICLE 3.07. Avance de fonds. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode d'Avance de fonds. Le montant de l'Avance de fonds sera fixé par la Banque sur la base : (i) des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de Dépenses éligibles pendant une période maximum de six (6) mois, à moins que le Plan financier ne détermine une période plus longue qui ne pourra en aucun cas dépasser douze (12) mois ; (ii) les risques associés à la capacité démontrée du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, à gérer et utiliser les ressources du Don.

(b) Chaque Avance de fonds sera subordonnée à ce que : (i) la demande d'Avance de fonds soit présentée sous une forme acceptable par la Banque ; et (ii) à l'exception de la première Avance de fonds, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, ait présenté des justificatifs, et que la Banque ait accepté lesdits justificatifs, de l'utilisation d'au moins quatre-vingts pour cent (80 %) du total des soldes accumulés restant à justifier à ce titre, à moins que le Plan financier ne détermine un pourcentage inférieur, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à cinquante pour cent (50 %).

(c) La Banque pourra augmenter le montant de l'Avance de fonds la plus récente octroyée au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, une seule fois pendant la période de validité du Plan financier et dans la mesure où des ressources supplémentaires sont nécessaires pour le paiement de Dépenses éligibles non prévues dans ledit Plan.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente, la dernière demande d'Avance de fonds au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations, étant entendu que les justificatifs correspondant à ladite Avance de fonds seront présentés à la Banque au cours de la Période de clôture. La Banque ne décaissera pas de ressources après la date d'échéance de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.

(e) La valeur de chaque Avance de fonds au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, doit être maintenue à la contrevaletur exprimée dans la monnaie du décaissement en question. La justification des Dépenses éligibles engagées avec les ressources d'une Avance de fonds doit être réalisée au moyen de la contrevaletur du total de l'Avance de fonds, exprimée dans la monnaie du décaissement en question, en utilisant le taux de change défini dans l'Accord. La Banque pourra accepter des ajustements dans la justification de l'Avance de fonds au titre des fluctuations de taux de change, sous réserve que ces dernières n'affectent pas l'exécution du Projet.

ARTICLE 3.08. Paiements directs à des tiers. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander les décaissements conformément à la méthode de paiements directs à des tiers, afin que la Banque paye des Dépenses éligibles directement les fournisseurs ou entrepreneurs, pour le compte du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas.

(b) Dans le cas de paiements directs à des tiers, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution sera responsable du paiement du montant correspondant à la différence entre le

montant du décaissement demandé par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution et le montant reçu par le tiers, au titre des fluctuations du taux de change, des commissions et autres frais financiers.

(c) Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa (a) du présent Article et de l'alinéa (b) de l'Article 6.04 des présentes Normes générales, lorsque la Banque en décide ainsi, la Banque pourra, par notification écrite au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, annuler la demande de paiement direct présentée par le Bénéficiaire ou par l'Organisme d'exécution, selon le cas.

ARTICLE 3.09. Remboursement contre garantie de lettre de crédit. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement contre garantie de lettre de crédit, aux fins de rembourser des banques commerciales au titre de paiements versés à des entrepreneurs ou des fournisseurs de biens et de services en vertu d'une lettre de crédit émise et/ou confirmée par une banque commerciale et garantie par la Banque. La lettre de crédit devra être émise et/ou confirmée de manière satisfaisante pour la Banque. Les ressources engagées au moyen de la lettre de crédit et garanties par la Banque devront être destinées exclusivement aux fins établies dans ladite lettre de crédit, tant que la garantie est en vigueur.

ARTICLE 3.10. Taux de change. (a) Le Bénéficiaire s'engage à justifier ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution justifie les dépenses effectuées sur les ressources du Don ou de l'Apport, en exprimant ces dépenses dans la monnaie dans laquelle le décaissement en question est libellé.

(b) Afin de déterminer la contrevaletur dans la monnaie dans laquelle sont effectués les décaissements, d'une Dépense éligible effectuée dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire, aux fins de reddition de comptes et de justification des dépenses, quelle que soit la source de financement de la Dépense éligible, l'un des taux de change suivants sera utilisé, conformément aux Dispositions particulières :

- (i) le taux de change effectif à la date de conversion de la monnaie dans laquelle le décaissement est effectué, avec la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire ; ou
- (ii) le taux de change effectif à la date du paiement de la dépense dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire.

(c) Dans les cas où le taux de change défini à l'alinéa (b)(i) du présent Article est retenu, afin de déterminer la contrevaletur de dépenses engagées dans la Monnaie locale imputables à l'Apport ou le remboursement des dépenses au titre du Don, le taux de change convenu avec la Banque dans les Dispositions particulières sera utilisé.

ARTICLE 3.11. Recus. À la demande de la Banque, le Bénéficiaire signera et remettra à la Banque, à l'achèvement des décaissements, le reçu ou les reçus correspondant aux montants décaissés.

ARTICLE 3.12. Renonciation à une partie du Don. Le Bénéficiaire par notification à la Banque, pourra renoncer à son droit d'utiliser toute partie du Don qui n'a pas été décaissée avant la réception de ladite notification, à condition qu'il ne s'agisse pas des ressources du Don qui sont soumises à la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable, conformément à l'Article 6.04 des présentes Normes générales.

ARTICLE 3.13. Annulation automatique d'une partie du Don. À l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de celle-ci, la partie du Don qui n'aurait pas été engagée ou décaissée sera automatiquement annulée.

ARTICLE 3.14. Période de clôture. (a) Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures suivantes, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures suivantes, au cours de la Période de clôture : (i) finaliser les paiements en suspens à des tiers, le cas échéant ; (ii) opérer un rapprochement des registres et présenter, à la satisfaction de la Banque, les documents justificatifs des dépenses effectuées avec les ressources du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander ; et (iii) retourner à la Banque le solde non justifié des ressources décaissées du Don.

(b) Sans préjudice de ce qui précède, si l'Accord prévoit des rapports d'audit financier externe financés avec les ressources du Don, le Bénéficiaire s'engage à réserver ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution réserve, selon la forme convenue avec la Banque, des ressources suffisantes pour permettre le paiement desdits rapports d'audit. Dans ce cas, le Bénéficiaire s'engage également à convenir ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution convienne avec la Banque de la façon dont seront effectués les paiements correspondants à ces audits. Dans le cas où la Banque ne recevrait pas ces rapports d'audit financier externe dans les délais prévus par le présent Accord, le Bénéficiaire s'engage à retourner à la Banque, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution retourne à la Banque, les ressources réservées à cette fin, sans que cela n'implique que la Banque renonce à exercer les droits visés au Chapitre VI du présent Accord.

CHAPITRE IV **Exécution du Projet**

ARTICLE 4.01. Systèmes de gestion financière et contrôle interne. (a) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent des contrôles internes visant à s'assurer raisonnablement, que : (i) les ressources du Projet sont utilisées aux fins du présent Accord, en accordant une attention particulière aux principes d'économie et d'efficacité ; (ii) les actifs du Projet sont convenablement protégés ; (iii) les transactions, les décisions et les activités du Projet sont dûment autorisées et exécutées en conformité avec les dispositions du présent Accord et de tout autre contrat concernant le Projet ; et (iv) les transactions sont documentées de manière appropriée et sont enregistrées de manière à pouvoir produire des rapports et dossiers fiables et en temps utile.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir et à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent un système de gestion financière acceptable et fiable, qui permette de procéder en temps utile, en ce qui concerne les ressources du Projet, à : (i) la planification financière ; (ii) l'enregistrement comptable, budgétaire et financier ; (iii) l'administration des contrats ; (iv) l'exécution des paiements ; et (v) l'émission de rapports d'audit financier et d'autres rapports relatifs aux ressources du Don, de l'Apport et d'autres sources de financement du Projet, le cas échéant.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à conserver ou à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, conservent les documents et registres originaux du Projet pendant une période minimale de trois (3) ans après l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de ladite période. Ces documents et registres devront être adéquats pour : (i) justifier les activités, les décisions et les opérations relatives au Projet, y compris toutes les dépenses engagées ; et (ii) prouver la corrélation des dépenses engagées imputables au Don avec le décaissement correspondant réalisé par la Banque.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés incluent dans les documents d'appel d'offres, les demandes de propositions et dans les contrats financés avec les ressources du Don, que ces derniers signent respectivement, une disposition requérant que les fournisseurs de biens ou de services, les entrepreneurs, les sous-traitants, les consultants ainsi que leurs représentants, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants ou concessionnaires qu'ils ont engagés, conservent les documents et registres associés aux activités financées avec les ressources du Don pendant une période de sept (7) ans après l'achèvement du travail prévu dans le contrat correspondant.

ARTICLE 4.02. Apport. Le Bénéficiaire s'engage à fournir en temps opportun, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse en temps opportun, l'Apport. Si à la date d'approbation du Don par la Banque, un Apport a été jugé nécessaire, le montant estimé dudit Apport sera le montant défini dans les Dispositions particulières du présent Accord. L'estimation ou l'absence d'estimation de l'Apport n'implique pas une limitation ou une diminution de l'obligation de fournir en temps opportun toutes les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet.

ARTICLE 4.03. Dispositions générales relatives à l'exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le Projet, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution mette en œuvre le Projet conformément aux objectifs de ce dernier, avec la diligence requise, de manière efficace sur le plan économique, financier, administratif et technique et conformément aux dispositions du présent Accord et aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents pertinents du Projet que la Banque approuve. En outre, le Bénéficiaire convient qu'il s'acquittera, à la satisfaction de la Banque, de toutes les obligations qui lui incombent ou incombent à l'Organisme d'exécution, selon le cas.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque approuve, ainsi que tout

changement de fond des contrats financés avec les ressources du Don exigent le consentement écrit de la Banque.

(c) En cas de contradiction ou d'incohérence entre les dispositions du présent Accord et tout plan, spécification, calendrier d'investissements, budget, règlement ou tout autre document pertinent pour le Projet que la Banque approuve, les dispositions du présent Accord prévaudront sur lesdits documents.

ARTICLE 4.04. Sélection et passation des marchés de biens, de travaux, et services autres que les services de conseil, et sélection et recrutement de services de conseil. (a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (b) du présent Article, le Bénéficiaire s'engage à réaliser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent Spécialisé en Passation de Marchés, le cas échéant, réalise les passations de marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques de passations de marchés et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque, et la sélection et le recrutement de services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque. Le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître lesdites Politiques à l'Organisme d'exécution, et à l'Agent Spécialisé en Passation de Marchés, le cas échéant.

(b) Lorsque la Banque aura évalué de manière satisfaisante et jugé acceptable les règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra réaliser les passations de marchés financées en totalité ou en partie avec les ressources du Don en utilisant ces règles, procédures et systèmes de passation de marchés, conformément aux termes de l'évaluation par la Banque et à la législation et aux processus applicables acceptés. Les termes de ladite acceptation seront notifiés par écrit par la Banque au Bénéficiaire et à l'Organisme d'exécution. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire pourra être suspendue par la Banque si celle-ci estime que sont intervenus des changements de pratiques ou de paramètres sur la base desquels lesdites règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire avaient été acceptés par la Banque, et tant que la Banque n'aura pas déterminé si lesdits changements sont compatibles avec les bonnes pratiques internationales. Au cours de cette suspension, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux consultants de la Banque seront appliquées. Le Bénéficiaire s'engage à notifier la Banque ou, selon le cas, s'engage à faire en sorte que l'Organisme d'exécution notifie la Banque, de tout changement de la législation ou des processus applicables acceptés. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire dispense l'application des dispositions prévues dans la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris l'exigence selon laquelle les passations de marchés doivent figurer dans le Plan de passation de marchés, et doivent être soumis aux autres conditions du présent Accord. Les dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants s'appliqueront à tous les contrats, indépendamment de leur montant ou de la méthode de passation des marchés. Le Bénéficiaire s'engage à inclure, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution inclue dans les documents d'appel d'offres, les contrats, ainsi que les instruments employés dans les systèmes électroniques ou d'information (sur support papier

ou en format électronique), des dispositions destinées à assurer l'application des dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris les dispositions relatives aux Pratiques interdites.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à actualiser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution maintienne actualisé le Plan de passation de marchés, au moins annuellement ou plus fréquemment, selon les besoins du Projet. Chaque version actualisée dudit Plan de passation de marchés devra être soumise à la Banque pour examen et approbation.

(d) La Banque procèdera à une révision des procédures de sélection, recrutement et passations de marchés, conformément à ce qui est établi dans le Plan de passation de marchés. À tout moment durant l'exécution du Projet, la Banque pourra modifier la modalité de révision desdites procédures, en informant au préalable le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution. Les modifications approuvées par la Banque devront figurer dans le Plan de passation de marchés.

ARTICLE 4.05. Utilisation des biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources du Don devront être utilisés exclusivement aux fins du Projet.

ARTICLE 4.06. Gestion environnementale et sociale. (a) Le Bénéficiaire s'engage, seul ou par l'intermédiaire de l'Agence d'Exécution, à réaliser l'exécution (préparation, construction et exploitation) des activités comprises dans le Projet, conformément au Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES) de la Banque, ses Normes de performance environnementale et sociale, ainsi que ses directives de mise en œuvre respectives, et conformément aux dispositions environnementales et sociales spécifiques figurant dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe immédiatement la Banque, en cas de tout non-respect des engagements environnementaux et sociaux énoncés dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution mette en œuvre, un plan de mesures correctives, convenu avec la Banque, afin d'atténuer, de corriger et de compenser les conséquences négatives qui pourraient découler du non-respect de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux stipulés dans les Dispositions particulières.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à permettre à la Banque, directement ou par le recrutement de services de conseil, de mener à bien des activités de supervision, y compris les audits environnementaux et sociaux du Projet, afin de confirmer le respect des engagements environnementaux et sociaux inclus dans les Dispositions particulières.

ARTICLE 4.07. Dépenses non éligibles dans le cadre du Projet. Dans le cas où la Banque détermine qu'une dépense effectuée ne remplit pas les conditions requises pour être considérée comme une Dépense éligible ou un Apport, le Bénéficiaire s'engage à prendre ou, selon le cas, à

faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures nécessaires pour remédier à la situation, selon les exigences de la Banque et sans préjudice des autres mesures que la Banque pourrait prendre en vertu du présent Accord.

CHAPITRE V

Supervision et évaluation du Projet

ARTICLE 5.01. Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à autoriser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, autorisent la Banque, ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts engagés à cette fin à inspecter à tout moment le Projet, les installations, l'équipement et le matériel correspondants et à examiner les systèmes, registres et documents que la Banque jugera utiles de connaître. De même, le Bénéficiaire s'engage à ce que ses représentants ou, selon le cas, les représentants de l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, collaborent pleinement avec le personnel que la Banque enverra ou désignera à ces fins. Tous les coûts relatifs au transport, à la rémunération et autres frais relatifs à ces inspections seront à la charge de la Banque.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, fournissent à la Banque les documents relatifs au Projet que pourra demander la Banque, sous une forme et dans des délais jugés satisfaisants par la Banque. Sans préjudice des mesures que pourrait prendre la Banque en vertu du présent Accord, si la documentation n'est pas disponible, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, présentent à la Banque une déclaration explicitant les raisons pour lesquelles la documentation demandée n'est pas disponible ou n'est pas transmise.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, incluent dans les documents d'appels d'offres, les demandes de propositions et les contrats relatifs à l'exécution du Don signés par le Bénéficiaire, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialisé en passation de marchés, une disposition qui : (i) permette à la Banque, à ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts d'examiner les comptes, les registres et autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat ou de l'accord ; et (ii) stipule que lesdits comptes, registres et documents pourront être soumis à l'examen d'auditeurs désignés par la Banque.

ARTICLE 5.02. Plans et rapports. Afin de permettre à la Banque de superviser les progrès dans l'exécution du Projet et l'atteinte de ses résultats, le Bénéficiaire s'engage à :

- (a) présenter à la Banque ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente les informations, plans, rapports et autres documents, selon la forme et le contenu que la Banque pourra raisonnablement demander, compte tenu de l'avancée du Projet et de son niveau de risque.

- (b) respecter et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution respecte les actions et les engagements énoncés dans lesdits plans, rapports et autres documents convenus avec la Banque.
- (c) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque lorsque des risques sont identifiés ou que des changements significatifs se produisent qui entraînent ou pourraient entraîner des retards ou des difficultés dans l'exécution du Projet.
- (d) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque dans un délai maximum de trente (30) jours suivant l'ouverture de tout processus, toute réclamation, toute demande ou action d'ordre judiciaire, arbitrale ou administrative liée au Projet et à tenir la Banque informée et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution tienne la Banque informée de la situation.

ARTICLE 5.03. Rapports d'audit financier externe et autres rapports financiers. (a) Sauf disposition contraire dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque, les rapports d'audit financier externe et autres rapports identifiés dans les Dispositions particulières, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice fiscal du Projet pendant la Période initiale de décaissements ou ses prorogations, et dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date du dernier décaissement.

(b) En outre, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque d'autres rapports financiers, selon une forme, un contenu et une fréquence raisonnablement demandés par la Banque pendant l'exécution du Projet lorsque, de l'avis de cette dernière, l'analyse du niveau des risques fiduciaires, la complexité et la nature du Projet le justifient.

(c) Tout audit externe qui est requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières, devra être réalisé par des auditeurs externes préalablement acceptés par la Banque ou une entité suprême de contrôle préalablement acceptée par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit acceptables par la Banque. Le Bénéficiaire autorise et, selon le cas, s'engage à ce que l'Organisme d'exécution autorise, l'entité suprême de contrôle ou les auditeurs externes à fournir à la Banque les renseignements supplémentaires qu'elle pourra raisonnablement demander, en ce qui concerne les rapports d'audit financier externe.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et engager les services ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution sélectionne et engage les services, des auditeurs externes visés à l'alinéa (c) ci-dessus, conformément aux procédures et aux termes de référence convenus préalablement avec la Banque. En outre, le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse, à la Banque les informations relatives aux auditeurs indépendants engagés que celle-ci pourrait lui demander.

(e) Dans le cas où tout audit externe requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières incomberait à une entité suprême de contrôle et que celle-ci ne pourrait exécuter son travail conformément aux exigences jugées satisfaisantes par la Banque ou dans les délais, au cours de la période et à la fréquence stipulées dans le présent Accord, le Bénéficiaire ou selon le cas, l'Organisme d'exécution, sélectionnera et engagera les services d'auditeurs externes jugés acceptables par la Banque, conformément aux dispositions des alinéas (c) et (d) du présent Article.

(f) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les alinéas précédents, la Banque, à titre exceptionnel, pourra sélectionner et engager les services d'auditeurs externes pour la vérification des rapports d'audit financier prévus dans le présent Accord, lorsque : (i) considérant le résultat de l'analyse coût-avantage effectuée par la Banque, il est déterminé que les avantages que présente pour la Banque le fait de retenir lesdits services sont supérieurs aux coûts ; (ii) l'accès à des services d'audit externe est limité dans le pays ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et engage lesdits services.

(g) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, que soient réalisés d'autres types d'audit externe non financiers ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection des auditeurs et termes de référence pour les auditeurs seront établis d'un commun accord entre les Parties.

CHAPITRE VI

Suspension des décaissements et annulations partielles

ARTICLE 6.01. Suspension des décaissements. La Banque peut, par notification au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

- (a) Le retard dans le paiement des montants dus par le Bénéficiaire à la Banque au titre du remboursement des ressources du Don utilisées pour des dépenses non éligibles, ou à tout autre titre, aux termes du présent Accord ou de tout autre contrat conclu entre la Banque et le Bénéficiaire, y compris tout autre accord de don.
- (b) Le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, de toute autre obligation stipulée dans tout contrat signé avec la Banque pour financer le Projet, y compris le présent Accord, ainsi que, le cas échéant, le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution de tout contrat conclu par ces derniers pour l'exécution du Projet.
- (c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.

- (d) Lorsque, de l'avis de la Banque, l'objectif du Projet ou le Don risquent de subir une incidence négative ou lorsque l'exécution du Projet pourrait s'avérer improbable en raison de : (i) toute restriction, modification ou tout amendement de la capacité juridique, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas ; ou (ii) toute modification ou amendement apportés, sans l'accord écrit de la Banque, à toute condition remplie avant l'approbation du Don par la Banque.
- (e) Toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque : (i) rende improbable la possibilité que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, s'acquitte des obligations contractées dans le présent Accord ; ou (ii) empêche l'atteindre des objectifs de développement du Projet.
- (f) Lorsque la Banque a déterminé qu'un employé, un agent ou un représentant du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, a commis une Pratique interdite en relation avec le Projet.

ARTICLE 6.02. Annulation des montants non décaissés. La Banque pourra, au moyen d'une notification au Bénéficiaire, annuler la portion non décaissée du Don, si :

- (a) une des circonstances prévues aux alinéas (a), (b) et (c) de l'Article précédent devait se prolonger pendant plus de soixante (60) jours.
- (b) survient, et tant que persiste, une des circonstances prévues aux alinéas (d) et (e) de l'Article précédent et que le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, ne présente pas à la Banque les clarifications ou les renseignements supplémentaires que la Banque juge nécessaires.
- (c) la Banque, établit que toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les cabinets de consultants et les consultants individuels, les membres du personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, les intermédiaires financiers ou l'Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et agents respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative au Projet sans que le Bénéficiaire ou, le cas échéant, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialiste en passation de marchés n'aient pris les mesures correctives appropriées (y compris l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.
- (d) à tout moment, la Banque détermine qu'une passation de marché portant sur des biens, des travaux, des services autres que des services de conseil ou des services de conseil a été effectuée sans suivre les procédures indiquées dans le présent Accord. Dans ce cas, la déclaration d'annulation correspondra à la portion du Don destinée à ladite passation de marché.

ARTICLE 6.03. Dispositions non affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire définies dans le présent Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

ARTICLE 6.04. Décaissements non affectés. Nonobstant les dispositions des Articles 6.01 et 6.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque des ressources du Don : (a) qui font l'objet de la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable ; (b) pour lesquelles la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit auprès du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, à payer directement les Dépenses éligibles au fournisseur en question ; sauf si la Banque avait notifié le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, conformément aux dispositions de l'Article 3.08(c) des présentes Normes générales ; et (c) qui sont destinées à payer la Banque, conformément aux instructions du Bénéficiaire.

CHAPITRE VII **Pratiques interdites**

ARTICLE 7.01. Pratiques interdites. (a) Outre les dispositions des Articles 6.01(f) et 6.02(c) des présentes Normes générales, si la Banque, détermine que toute entreprise, entité, ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires, intermédiaires financiers ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative à l'exécution du Projet, elle pourra prendre les mesures suivantes, entre autres :

- (i) refuser de financer des contrats de passation de marchés de travaux, de biens, de recrutement de services de conseil ou services autres que les services de conseil.
- (ii) déclarer un contrat non éligible au financement de la Banque lorsqu'il existe des preuves que le représentant du Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution ou l'Organisme contractant, n'a pas pris les mesures correctives appropriées (y compris, entre autres, la notification adéquate à la Banque après avoir pris connaissance de la réalisation de ladite Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.
- (iii) émettre un avertissement à l'intention de l'entreprise, de l'entité ou de l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, sous forme d'une lettre officielle de réprobation à raison de ladite conduite.
- (iv) déclarer l'entreprise, l'entité ou l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, inéligible, sur une base permanente ou provisoire, pour participer

à des activités financées par la Banque, que ce soit directement en tant que fournisseur ou entrepreneur, soit indirectement, en qualité de sous-consultant, sous-traitant ou de fournisseur de biens, de services de conseil ou de services autres que les services de conseil.

- (v) renvoyer l'affaire aux autorités pertinentes chargées d'appliquer les lois.
- (vi) imposer des amendes qui représentent pour la Banque un remboursement des coûts associés aux enquêtes et poursuites.

(b) Les dispositions des Articles 6.01(f) et 7.01(a)(i) s'appliqueront également dans les cas de suspension provisoire de l'éligibilité de l'Agent spécialisé en passation de marchés, de toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) pour participer à un appel d'offres ou autre processus de sélection pour l'attribution de nouveaux contrats en attendant que soit adoptée une décision définitive dans le cadre d'une enquête sur une Pratique interdite.

(c) L'imposition de toute mesure qui est prise par la Banque conformément aux dispositions ci-dessus pourra être publique.

(d) Tout cabinet, toute entité ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) pourra être sanctionné par la Banque conformément aux dispositions des accords conclus entre la Banque et d'autres institutions financières internationales concernant la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'inéligibilité. Aux fins du présent alinéa (d), « sanction » comprend toute perte d'habilitation permanente ou provisoire, imposition de conditions pour la participation à des contrats futurs, ou adoption publique de mesures en réponse à une violation du cadre en vigueur d'une institution financière internationale applicable à la résolution des allégations de Pratiques interdites.

(e) Lorsque le Bénéficiaire passe un contrat d'acquisition de biens ou un contrat de travaux, ou de services autres que les services de conseil directement auprès d'une agence spécialisée dans le cadre d'un accord entre le Bénéficiaire et ladite agence spécialisée, toutes les dispositions visées dans le présent Accord relatives aux sanctions et Pratiques interdites s'appliquent intégralement aux candidats, soumissionnaires, fournisseurs de biens et à leurs représentants, entrepreneurs, consultants, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) ou toute autre entité ayant signé des contrats avec ladite agence spécialisée pour la fourniture de biens, travaux ou services autres que les services de conseil dans le cadre des activités financées par la Banque. Le

Bénéficiaire s'engage à adopter, ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution adopte, si la Banque l'exige, des mesures telles que la suspension ou la résiliation du contrat correspondant. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les contrats signés avec les agences spécialisées comprennent des dispositions exigeant que lesdites agences connaissent la liste des entreprises et individus faisant l'objet d'une inéligibilité provisoire ou permanente de la part de la Banque pour participer à une passation de marché financée en totalité ou en partie par les ressources du Don. Si une agence spécialisée conclut un contrat ou un ordre d'achat avec une entreprise ou un individu déclaré inéligible sur une base provisoire ou permanente par la Banque comme indiqué dans le présent Article, la Banque ne financera pas lesdits contrats ou dépenses et aura recours à d'autres mesures qu'elle jugera appropriées.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les exonérations

ARTICLE 8.01. Exonération d'impôts. Le Bénéficiaire s'engage à ce que tout remboursement des ressources du Don prévu dans les circonstances particulières visées dans le présent Accord, ainsi que tous frais ou coûts résultant du présent Accord soient payés sans déduction ni restriction aucunes, sans application de quelque impôt, taxe, droit ou charge qui soit établi ou que pourraient établir les lois de son pays, et à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la signature, l'enregistrement et l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

ARTICLE 9.01. Modifications et dérogations contractuelles. Toute modification ou dérogation aux dispositions du présent Accord devra être convenue par écrit entre les Parties.

ARTICLE 9.02. Non renonciation aux droits. Ni le retard de la Banque dans l'exercice des droits qui lui sont conférés dans le présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation à ces droits, ni comme une acceptation tacite de faits, d'actions ou de circonstances permettant de les exercer.

ARTICLE 9.03. Extinction. (a) L'expiration de la Période de clôture mettra fin au présent Accord et à toutes les obligations en découlant, à l'exception de celles visées à l'alinéa (b) du présent Article.

(b) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus, les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre du présent Accord en matière de Pratiques interdites et autres obligations liées aux politiques opérationnelles de la Banque, resteront en vigueur jusqu'à ce que lesdites obligations aient été satisfaites à la satisfaction de la Banque.

ARTICLE 9.04. Validité. Les droits et obligations stipulés dans l'Accord sont valables et exécutoires, conformément aux termes dudit Accord, sans rapport avec la législation de pays particuliers.

ARTICLE 9.05. Divulgence d'informations. La Banque pourra divulguer le présent Accord et toute information relative audit Accord, conformément à sa politique d'accès à l'information en vigueur au moment de cette divulgation.

CHAPITRE X **Procédure d'arbitrage**

ARTICLE 10.01. Composition du tribunal. Le tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante : un membre désigné par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le « Président », par accord direct entre les Parties ou par l'intermédiaire de leurs arbitres respectifs. La voix du Président du tribunal comptera double en cas d'impasse pour toutes les décisions. Si les Parties ou les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la personne du Président, ou si l'une des Parties ne peut désigner d'arbitre, le Président sera désigné, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des Parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Président. Si l'un des arbitres désignés ou si le Président ne souhaite pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera procédé à son remplacement de la même manière que pour sa désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions que son prédécesseur.

ARTICLE 10.02. Engagement de la procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie demanderesse adressera à l'autre une notification écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation demandée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La Partie qui aura reçu cette notification devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la notification de l'engagement de la procédure d'arbitrage, les Parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Président, l'une ou l'autre des Parties pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci procède à sa désignation.

ARTICLE 10.03. Constitution du tribunal. Le tribunal arbitral sera constitué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date choisie par le Président et, une fois constitué, il se réunira aux dates que déterminera le tribunal lui-même.

ARTICLE 10.04. Procédure. (a) Le tribunal demeure particulièrement habilité à résoudre toute question relevant de sa compétence et adoptera sa propre procédure. Dans tous les cas, il devra donner aux Parties l'occasion de présenter leurs points en audience. Toutes les décisions du tribunal seront prises à la majorité des voix.

(b) Le tribunal émettra un jugement en se fondant sur les termes de l'Accord et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des Parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant d'au moins deux (2) membres du tribunal ; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Président, à moins que le tribunal ne décide que, pour des circonstances spéciales et imprévues, ce délai doit être prorogé. La sentence sera notifiée aux Parties par communication signée au moins par deux (2) membres du tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. Ladite sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 10.05. Frais. Les honoraires de chaque arbitre et les frais d'arbitrage, à l'exception des frais d'avocat et d'autres experts, qui seront couverts par les Parties qui les auront désignés, seront pris en charge par les deux Parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le tribunal sans recours possible.

ARTICLE 10.06. Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les Parties renoncent à toute autre forme de notification.

b

ANNEXE UNIQUE

LE PROJET

Projet de Renforcement de la Gestion Publique pour l'Amélioration de la Prestation de Services

I. Objectifs

- 1.01** L'objectif général du Projet est d'améliorer la prestation des services publics à travers l'efficacité, l'efficience et la transparence de la gestion des ressources humaines et des salaires.
- 1.02** Les objectifs spécifiques de développement sont les suivants : (i) une meilleure maîtrise et efficacité de la masse salariale par la réduction de la pression fiscale à court et moyen terme ; (ii) une réduction des inefficacités dues à l'utilisation et à la consolidation des technologies numériques dans les processus administratifs et financiers ; et (iii) un audit de la paie pour permettre une gestion optimale, améliorer la performance et générer des avantages pour l'administration de l'entité.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comprend les trois (3) composantes suivantes :

Composante 1. Renforcement du système de control de la fonction publique

- 2.02** L'objectif de cette Composante est d'aider le MEF à améliorer son contrôle de la masse salariale. Il financera : (i) la conception du programme de retraite anticipée ; (ii) l'audit de la paie des fonctionnaires et des sous-traitants permanents ; (iii) un programme de communication et de gestion du changement pour appuyer les réformes administratives et financières en cours, y compris un programme sur la gestion de la finance personnel pour les retraités éligibles ; et (iv) le déploiement d'un programme de formation pour les administrateurs et les utilisateurs finaux des systèmes mis en œuvre. La formation sera pro-genre à un taux de trente pourcent (30%) des fonctionnaires ciblés.



Composante 2. Renforcement des systèmes d'information pour la gestion administrative et financière

- 2.03** L'objectif de cette Composante est de renforcer le SIGFIP. Il financera : (i) la conception et la mise en œuvre des modules de rémunération et de pension ; (ii) la conception et la mise en œuvre d'un système d'enregistrement biométrique des fonctionnaires et contracteurs, y compris le renforcement du système électrique de l'ONI grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables et à l'achat d'équipements sélectionnés ; (iii) le renforcement des liens interministériels aux niveaux central et départemental ; (iv) la mise en œuvre d'un système de gestion électronique ; et (v) le renforcement des capacités de la DSI du MEF grâce à une assistance technique fournie par des experts dans le domaine où un déficit de connaissances est identifié.

Composante 3. Renforcement de l'efficacité et de l'efficacités des ressources humaines au MEF et aux ministères d'exécution

- 2.04** L'objectif de cette Composante est de renforcer les ressources humaines au MEF et aux ministères d'exécution, et sera atteint par un ensemble d'activités, dont certaines sont déjà en cours : (i) la mise en œuvre d'un programme de retraite volontaire dans l'ensemble du gouvernement, ces activités sont complétées par des activités de la Composante 1 (vérification des salaires) et de la Composante 2 (registre biométrique), les deux activités permettent de disposer d'une base de données fiable sur les fonctionnaires, y compris les entrepreneurs actuellement exclus de SYSPAY ; et (ii) le programme de retraite sera complété par un programme de recrutement qui sera mis en œuvre par le gouvernement dans le but de remplacer tous les deux départ par le recrutement d'un membre du personnel possédant les compétences et les qualifications nécessaires pour améliorer la prestation des services publics. Ce programme de recrutement mettra l'accent sur les efforts visant à recruter et à employer des femmes afin de combler les écarts persistants entre les sexes.

Gestion du Projet

- 2.05** Cette ligne budgétaire financera : (i) le renforcement de l'équipe d'exécution du MEF ; (ii) la conception d'un système de suivi et d'évaluation ; et (iii) l'audit financier de conformité.

III. Coût du Projet et plan de financement

- 3.01** Le coût total du Projet est estimé à quarante et un million huit cent dix mille trois cent soixante-dix dollars (41 810 370 USD). Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par composantes est présenté dans le tableau ci-dessous :

Coût et Financements
(en USD)

Composants	Banque	%
Composante 1. Renforcement du système de contrôle de la fonction publique	4 745 000	11
1.1. Conception et soutien à la mise en œuvre du programme de retraite	335 000	1
1.2. Audit de la paie	2 150 000	5
1.3. Formation	1 460 000	3
1.4. Communication et gestion du changement	800 000	2
Composante 2. Renforcement des systèmes d'information pour la gestion administrative et financière	11 015 370	26
2.1. Conception et mise en œuvre des instruments de paye et de pension	3 842 000	9
2.2. Conception et mise en œuvre du registre biométrique	3 083 370	7
2.3. Connexion interministériel	1 300 000	3
2.4. Mise en œuvre de la gestion électronique des documents	1 100 000	3
2.5. Renforcement des capacités de la DSI du MEF	1 690 000	4
Composante 3. Renforcement de l'efficience et de l'efficacité des ressources humaines au MEF et dans les ministères d'exécution	24 500 000	59
3.1. Paiement des incitations du programme de départ à la retraite	24 500 000	59
Gestion de Projet	1 550 000	4
TOTAL	41 810 370	100

IV. Exécution

4.01 Le Bénéficiaire du Projet sera la République d'Haïti et le MEF sera l'organisme d'exécution.

4.02 Au cours de l'exécution actuelle, le MEF a déployé une équipe pour gérer la conception et la mise en œuvre du programme de retraite volontaire et a de l'expérience dans la mise en œuvre du SIGFIP, actuellement mis à l'essai dans plusieurs ministères. Au sein du MEF, sous la direction du Directeur général, les fonctionnaires de plusieurs directions seront responsables de la mise en œuvre du Projet. Plus précisément, le Directeur général du MEF supervisera les travaux de la Direction générale du budget, de la Direction générale du Trésor, de la Direction de la pension civile et de la Direction des systèmes d'information du MEF. Avec l'accord du ministre, cette dernière a signé en juillet 2022 un accord interinstitutionnel avec l'ONI pour une coordination agile et une mise en œuvre du registre biométrique.

4.03 Les équipes seront appuyées par le personnel clé, financé par l'opération, et dont le rôle sera de fournir un soutien fiduciaire. L'équipe renforcera également la capacité du MEF à exécuter directement des projets financés par les bailleurs de fonds. La Banque assurera une supervision étroite qui comprendra des réunions hebdomadaires, le soutien d'un consultant

pour soutenir le MEF pendant le processus de planification et d'exécution, et l'assistance par le biais d'une coopération technique pour soutenir la mise en œuvre du registre biométrique, pour collecter des données empiriques afin d'améliorer la gestion de la masse salariale et de renforcer les capacités des fonctionnaires en matière de gestion et d'améliorations comportementales.

